

émissions requièrent d'importantes aides financières de la part des pays riches. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi certainement mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique. Pour toutes ces raisons, le Canada, comme les USA ou l'Australie, n'est donc pas prêt à jouer un rôle de bailleurs internationaux de l'aide en faveur de ces pays.

Le Canada pourrait s'impliquer davantage dans une politique d'adaptation ou de financement sur son territoire et au niveau international. Au-delà du marché carbone (un marché de compensation) pour acheter des crédits en participant à des projets de réduction de GES à l'étranger.



CONFÉRENCE DES PARTIES



MANDAT DU CANADA POUR SON ÉQUIPE DE NÉGOCIA- TEURS

Négociations du .../.../.....
Musée des Confluences Lyon, France

Objectifs: Depuis la signature du Protocole de Kyoto en 1997, nos gouvernements cherchent à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique à l'échelle de la planète. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la Conférence des Parties des Nations Unies sur les Changements Climatiques, la COP21 à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique «bien en dessous des 2°C» par rapport aux niveaux préindustriels (date de référence 1990).

Aujourd'hui en 2016, nous devons donc décider :

1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions. Sans mesures concrètes, les émissions de la Chine, de l'Inde et des pays en développement augmenteront considérablement d'ici 2100. Nous pouvons donc décider, ou pas, de réduire nos émissions en gaz à effet de serre :
Quel sera notre pourcentage de réduction :% ?
A partir de quelle échéance : ?
2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître la reforestation.
3. De combien, nous voulons contribuer au, ou recevoir du, Financement pour le climat qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Briefing des objectifs des négociations

Vous dirigez la délégation canadienne aux prochaines négociations sur le changement climatique.

Contexte : Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Beaucoup de pays pauvres en subissent déjà les effets, de la montée du niveau de la mer à l'intensification des épisodes climatiques extrêmes (canicules, pluies intenses, ouragans, sécheresses intenses, tempêtes tropicales).

Opinion publique : La majorité de nos citoyens pensent que le changement climatique est réel et que l'activité humaine y contribue de manière significative. La plupart soutiennent la mise en place de politiques qui régleraient ce problème mais, en même temps, s'opposent à toute initiative qui élèverait le coût de la vie. **Pour beaucoup de citoyens, le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la sécurité nationale, la situation économique et le chômage. Car, le Canada représente seulement 1,8% des émissions mondiales, loin derrière les plus gros pollueurs de la planète (Chine, USA et Inde, dans l'ordre). Ainsi, la population est fortement opposée à la conclusion d'un accord qui ne réclamerait pas des engagements forts des États-Unis, de la Chine, et des pays en développement à très forte croissance démographique (Inde).**

Opportunités : Il y a une prise de conscience qui grandit parmi nos citoyens que réduire les émissions peut améliorer la santé publique, créer des emplois et améliorer la sécurité énergétique. **Ainsi, des mesures pour lutter contre le changement climatique se multiplient partout dans le territoire et de nombreuses villes et provinces progressent vers une transition énergétique (Vancouver s'engage à fonctionner avec 100% de ressources renouvelables).**

Fort heureusement, les coûts des énergies renouvelables deviennent de plus en plus abordables, ce qui encourage la prise de décision publique pour mettre en place des mesures pour lutter contre le changement climatique.

Actions nationales : Au Canada, une page s'est tournée et l'époque où le gouvernement fédéral conservateur faisait sortir en 2012 notre pays du Protocole de Kyoto est révolue. A la Cop21 à Paris, notre pays a pris des engagements pour résoudre la question du changement climatique et aller vers la transition énergétique aux cotés de nos alliés et partenaires du groupe des pays industrialisés (Groupe Parapluie* : Australie, Afrique du Sud, Russie, Corée du Sud, Japon, etc.). **Il s'était engagé à une réduction de ses émissions de 30% d'ici 2030.** Notre nouveau gouvernement libéral conduit par le premier ministre Justin Trudeau a ratifié le Traité de Paris le 5 octobre 2016 et a annoncé de nouvelles mesures économiques assorties d'un plan de taxes carbone qui pourrait avoir un impact important sur les objectifs de réduction de GES.

Certes, notre économie dépend des énergies fossiles (charbon et gaz de schistes) pour les revenus à l'exportation et les emplois. Mais le coût des énergies renouvelables diminuant, nous allons accélérer nos investissements dans ces énergies à bas carbone. Lorsqu'on les additionne avec les puits de carbone que représentent notre forêt et nos immenses territoires du nord canadien, toutes ces mesures arrêteraient l'augmentation

de nos émissions dès 2030 pour les réduire ensuite légèrement.

Cependant, tout accord qui ferait porter sur nous et nos alliés, les pays industrialisés, la responsabilité historique du dérèglement climatique et par conséquent le plus grand fardeau économique pour en limiter les effets à venir serait politiquement inacceptable. **Le reste de la planète doit se mettre d'accord sur des actions significatives pour qu'un accord international soit atteint.**

* Australie, Canada, Japon, Nouvelle Zélande, Russie et autres pays de l'ancienne République Soviétique, Corée du Sud etc.

Forêts et utilisation des terres : Aujourd'hui notre contribution nationale porte exclusivement sur la réduction des gaz à effet de serre dont une part non négligeable serait compensée par l'usage des crédits carbone internationaux. **Nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols (REDD+), mais cela ne concerterait qu'une petite partie de nos émissions.** Nous pouvons également revoir notre mode de calcul de nos émissions qui incorporent les puits de carbone de la forêt canadienne, ce qui nous évite ainsi des réductions trop importantes sur notre sol, mais nous ne sommes pas prêts à renoncer au marché carbone (un marché de compensation) qui nous permet d'acheter des crédits en participant à des projets de réduction de GES à l'étranger et nous aide à financer la transition énergétique.

Contexte international :

- Les émissions chinoises augmentent très rapidement, tout comme celles de l'Inde et des pays en développement. La Chine, à elle seule, est responsable de 30% des émissions mondiales de GES. Le total des émissions des pays en développement dépassera bientôt celui des pays développés. **L'accord sur le climat doit d'abord impliquer les plus gros pollueurs de la planète. Rappelons que le Canada représente seulement 1,8% des émissions mondiales.** L'enjeu des négociations est donc, d'une part de mieux répartir les efforts entre pays industrialisés et en développement pour limiter les émissions de GES des pays devenus les plus pollueurs de la planète et qui ont des démographies galopantes avides d'énergies, et d'autre part de s'assurer qu'un accord solide et chiffré soit ratifié par la Chine, l'Inde et les USA.
- **Le Canada, avec ses partenaires, les pays industrialisés, n'acceptent pas la demande des pays en développement d'axer les négociations et la répartition des efforts sur la question de la responsabilité historique dans le réchauffement. Pour nous, cette répartition des efforts à accomplir doit être revue à la lumière de la réalité des émissions de chaque pays. Car la population dans les pays émergents va considérablement augmenter d'ici à 2100 et la consommation d'énergie par personne va elle aussi exploser.** La Chine est devenue le premier pollueur au monde, l'Inde le troisième alors que ces deux pays sont classés comme pays en développement par l'ONU, et se voient opposés moins de contraintes. Sur ces points, la division des Nations unies entre pays industrialisés et émergents n'est plus du tout opérante.
- Les États-Unis et l'Union européenne ont focalisé l'attention lors des négociations à cause de leur pouvoir politique et de leur puissance économique. Comme les grands pays développés, la Canada a le choix de suivre son voisin les États-Unis et son allié l'Union européenne ou de définir sa propre position avec d'autres partenaires industrialisés.
- **Les pays les moins développés continuent à souligner que des réductions de leurs**